



## Déclaration du 1<sup>er</sup> mai 2017,

Le 1<sup>er</sup> mai est depuis 1889, la journée internationale des revendications ouvrières, de celles et de ceux qui par leur engagement au quotidien sont le socle d'une société qui hélas trop souvent les marginalise, les oublie en se préoccupant uniquement des intérêts financiers et capitalistes.

Non le travail n'est pas trop cher en France comme on l'entend ici ou là bien trop souvent de la bouche du MEDEF et des candidats à sa solde. C'est le coût du capital et les pressions des actionnaires sur l'emploi pour un maximum de profit qui fait problème.

Les politiques se sont succédées et ont suivi inexorablement le même fil conducteur : affaiblir le collectif, désengager l'Etat, seul garant protecteur, décrédibiliser et démanteler le Service Public... Les territoires les plus vulnérables sont d'autant plus touchés de plein fouet par les attaques contre l'intérêt général des réformes des dix dernières années. La RGPP, la loi hôpital, patients, santé et territoires, l'autonomie des universités, la réforme territoriale à marche forcée... ont largement cassé les services publics et brutalisé la relation au travail des salariés et des agents.

L'allongement de la durée de cotisation à 43 annuités pour la retraite, l'ANI, le CICE, les lois Rebsamen, Macron et la loi El Khomri ont dégradé encore plus les conditions de travail, de rémunérations et ont réduit en miettes le code du travail ! Les salariés sont mis dans des situations de concurrence agressive au nom d'une meilleure compétitivité pour au final être de plus en plus sous la pression d'un patronat qui n'en a jamais assez et en demande toujours plus pour rafler les parts de marché et doper les dividendes des actionnaires ! La rémunération du brillant PDG = 200 salariés payés au SMIC !!! Le gain de productivité en prend un coup !

**STOP la coupe a débordé depuis longtemps. Austérité salariale, hausse du chômage et de la misère sociale, services publics rognés aux missions dégradées et avec personnels sous tensions. On n'en veut plus !**

C'est à nous forces syndicales de défendre les intérêts des travailleurs, des chômeurs, des retraités, des plus faibles et précaires dont on n'entend si peu parler dans les radios ou débats télévisés... en menant des actions collectives comme celles de ce matin ou en instaurant par la lutte prolongée un rapport de force avec le pouvoir quel qu'il soit, pour exiger la satisfaction de nos revendications bien légitimes :

- **abroger la loi dite travail** pour asseoir le principe de faveur, le plus favorable aux salariés. Avec une hiérarchie des normes inversée cette loi accentue les pressions et risque de généraliser le dumping social.

- **assurer le plein emploi** : Il est urgent d'arrêter cette catastrophe humaine et économique que constitue ce chômage de masse en France. Ce gâchis à l'heure où la France n'a jamais été aussi riche est absolument insupportable et sert les intérêts de ceux-là même qui provoquent cette situation (acceptation de la concurrence entre salariés, d'une précarité accrue, d'une augmentation du temps de travail et/ou d'une diminution de salaire).

- **augmenter les revenus et en premier lieu les bas salaires** (augmentation du smic, des minima sociaux et pensions de retraites, encadrement du prix des loyers pour stopper la spéculation et permettre aux plus modestes de pouvoir se loger)

- **préserver le modèle social issu du Front populaire et de la Libération que les politiques libérales veulent détruire par l'adoption de réformes structurelles**. Les travailleurs et leurs familles doivent être protégés : assurance maladie, accident du travail, assurance chômage, retraites, aides à la famille... Les politiciens considèrent que la protection sociale est une charge et qu'elle coûte cher : une vision politique nous révèle au contraire que c'est un bien commun que le monde nous envie. Pour le

financer et donc le sauvegarder et ne pas laisser les officines privées à but très lucratif prendre le relais, il faut au contraire arrêter les allègements de charges, lutter efficacement contre la fraude et tout faire pour le plein emploi !

- **renforcer et développer le Service Public le meilleur pour tous et partout** : qu'on soit à la ville, à la campagne et surtout accessible aux personnes les plus faibles et vulnérables. Le Service Public est le capital de ceux qui n'ont rien. Cela a un prix que le pays doit assumer. Plus de fonctionnaires ; mieux considérés, mieux formés et mieux payés ! Au-delà des moyens nécessaires à l'amélioration et au développement des services publics existants, il faut satisfaire des besoins nouveaux et prioritaires en créant notamment un service public de la petite enfance et un service public d'aide à la personne en lien avec la perte d'autonomie. Il est aussi urgent de nationaliser l'énergie (eau, électricité, gaz...) en sortant le plus vite possible du nucléaire... **Moderniser la Fonction publique ne peut donc pas se traduire par la remise en cause du statut et la diminution des effectifs pour réduire les déficits mais par une reconnaissance de nouveaux besoins et l'engagement des moyens pour y répondre.** Loin d'être des privilèges sources de rigidité comme le prétendent les libéraux, les garanties statutaires sont une réponse aux besoins spécifiques du service public avec la nécessité de servir l'intérêt général dans la continuité en offrant protection contre l'arbitraire, la pression politique ou économique, le clientélisme ou la corruption.

- **améliorer le système de santé** en imposant d'une manière ou d'une autre qu'il n'y ait plus de déserts médicaux, que l'on ne soit pas obligé de finir au service des urgences pour une simple entorse un week-end, que l'on puisse avoir des spécialistes accessibles sans avoir à faire des centaines de kilomètres quand on habite à Aurillac ! Les réformes qui ont affecté le système hospitalier dont la tarification à l'activité ainsi que les restrictions budgétaires imposées par les lois de financement de la Sécurité Sociale, ont gravement dégradé les conditions de travail et déstabilisé les personnels (cadences infernales liées au manque de personnel, de moyens et de temps).

- **résoudre les inégalités scolaires** en accompagnant mieux les élèves : ce qui implique de plus petits effectifs par classe avec des temps de dédoublement pour vraiment parler d'accompagnement personnalisé. Cela nécessitera des enseignants formés en plus grand nombre pour répondre à cette exigence.

**Pour la FSU, toutes ces questions ne pourront trouver de solutions sans réforme fiscale permettant un réel partage des richesses** et sans éradiquer la fraude fiscale qui permet à certaines grandes sociétés d'échapper à l'impôt. Il faut aussi lutter contre le pouvoir de la Finance en encadrant les plus hauts salaires et en réinjectant les capitaux produits par le travail en salaires et en investissement.

**Ce 1<sup>er</sup> mai se situe entre les 2 tours de l'élection présidentielle.** Le 1<sup>er</sup> tour a vu se qualifier sans éclat 2 candidats. L'une porte-parole de l'extrême droite et l'autre produit du système qu'il feint de dénoncer afin d'attraper des voix de tout bord...

On est sûr d'une chose : Le candidat qui obtiendra une majorité de voix sera bien mal élu car peu représentatif et peu légitime !

**La FSU appelle bien sûr à ne donner aucune voix à l'extrême droite** : les valeurs d'exclusion et de repli identitaire martelées de façon démagogique ne seront jamais celles qu'une Nation éclairée, solidaire, soucieuse de l'équité et de la justice doit à jamais défendre.

Nous nous inquiétons fortement de l'attitude du candidat Macron, qui se croit déjà sacré et dont le programme donne aussi des sueurs froides. La République du peuple est aussi en danger face à un projet politique ultra-libéral peu soucieux de l'individu, ennemi du collectif et du vivre ensemble, qui nourrit le fascisme. La gauche ne peut s'y reconnaître !

**La FSU fidèle à ses mandats et à ses valeurs émancipatrices, luttera pour défendre l'intérêt de toutes et de tous, pour préserver le Service Public et le développer, pour bâtir ensemble un avenir meilleur !**